

# Le ras-le-bol compréhensible des contribuables vaudois

## L'invité

### Christophe Reymond

Directeur du Centre Patronal



On a lu dans l'édition de samedi de ce journal les raisons pour lesquelles les contribuables vaudois allaient se retrouver une majorité, l'an prochain, à subir une hausse de leurs impôts. Chacun aura pu mesurer le poids des arguments et, surtout, le misérable va-et-vient des reproches. Dans ce jeu de dupes où le Canton et les Communes se renvoient la balle, le dindon de la farce est connu: le citoyen-contribuable.

Certains s'étonneront de ce qu'un représentant du monde économique s'émeuve de la situation. La fiscalité des sociétés n'a-t-elle pas été récemment adaptée à la baisse? C'est parfaitement exact, Vaud ne faisant au fond que se conformer aux injonctions internationales et à la tendance de tous les cantons suisses. La situation étant normalisée de ce point de vue, il s'agit maintenant de s'attaquer à la fiscalité des personnes physiques, qui frappe les contribuables vaudois (et parmi eux les indépendants et les propriétaires d'entreprises) de façon particulièrement sévère.

Les barèmes des impôts sur le revenu et sur la fortune atteignent des niveaux peu enviables. Vaud se distingue en frappant de manière exagérée les retraits de capitaux de prévoyance. Il applique avec une *Gründlichkeit* toute vaudoise les directives fédérales pour l'estimation des titres non cotés, au désespoir des entrepreneurs qui possèdent une entreprise.

Aux propriétaires, il a réduit récemment les possibilités de déduire des frais d'entretien d'immeubles. À ceux qui ha-

bitent leur propre logement, il indexe la valeur locative avec une régularité peu pratiquée ailleurs en Suisse. On pourrait continuer la liste des défauts de notre système fiscal, le seul bientôt à traiter les associations plus mal que les sociétés commerciales ou à maintenir une imposition sur les successions en ligne directe.

Sur qui doit-on compter pour faire en sorte que les choses évoluent? L'État est arc-bouté sur ses recettes fiscales, toujours en hausse et qui frôleront l'an prochain les 6 milliards de francs. Les Communes semblent désarmées, souvent même mal inspirées, préférant envisager leurs investissements en puisant dans la poche du contribuable alors que les marchés financiers leur permettraient de se financer gratuitement.

---

«Un jeu de dupes où le Canton et les Communes se renvoient la balle sur le dos du citoyen-contribuable»

---

Quant aux partis, ils naviguent tant bien que mal dans leurs contradictions. Ceux de gauche, qu'on dit soucieux du pouvoir d'achat de la population, favorisent son accroissement par l'octroi de subsides. À droite et au centre, où l'on «tient» nombre de Municipalités et le Département des finances, on tergiverse en prenant des poses de magistrat responsable comme si les institutions ne devaient pas, in fine, être au service des citoyens.

Il est temps que les contribuables vaudois, partout où ils le peuvent, fassent désormais entendre leur voix.